

Lomé, 19 mai 2014

Le monde entier a appris avec consternation l'enlèvement, dans la soirée du lundi 14 avril 2014, de plus de 200 lycéennes âgées de 12 à 18 ans de leur pensionnat à Chibok dans l'Etat du Borno au nord-est du Nigeria par le groupe islamiste Boko Haram. Une cinquantaine d'entre elles ont réussi à échapper à leurs ravisseurs mais les autres restent toujours détenues. Leur nombre exact demeure encore flou : La police évoque un rapt de 276 personnes, alors que d'autres sources évoquent 257 et 180. L'association des chrétiens du Nigeria a affirmé que 165 des jeunes filles détenues sont chrétiennes.

Le 5 mai dans une vidéo, le chef du mouvement islamiste, Abubakar Shekau, a revendiqué l'enlèvement des jeunes filles et déclaré que les filles seront « vendues sur le marché », « mariées » de force ou réduites en « esclavage ». Ce qui a exaspéré le monde entier et entraîné des réactions des populations, de plusieurs gouvernements, des personnalités et des organisations féministes et des droits des femmes en vue de la libération des filles.

En solidarité avec les familles des jeunes filles enlevées, le peuple nigérian et les organisations de la société civile et des droits des femmes du Nigeria, le ROFAF et plusieurs de ses organisations membres ont :

- participé une marche à Lomé initiée par le WiLDAF, le GF2D, Zonta Club et WAO Afrique dans le cadre de la Journée de solidarité pour l'action le 15 mai dernier
- signé la pétition "http://www.change.org/fr/p%C3%A9titions/the-federal-government-of-nigeria-security-agencies-the-international-community-bring-back-our-girls-and-end-the-abduction-of-women-and-girls-in-nigeria-2?utm_medium=email&utm_source=notification&utm_campaign=new_pet" lancée par [Women for Peace & Justice](http://www.change.org/fr/organisations/women_for_peace_justice) et qui a réuni à ce jour 1218 signatures

Le ROFAF est profondément choqué par cet acte de barbarie, condamne vigoureusement l'enlèvement et la détention des jeunes filles et dénonce la lenteur incompréhensible et inacceptable de la réponse des autorités nigérianes dans la gestion de la crise et pour la libération des filles.

Le ROFAF salue les débuts d'initiatives des présidents Goodluck Jonathan (Nigéria) et François Hollande (France), Paul Biya (Cameroun), Idriss Déby Itno (Tchad), Mahamadou Issoufou (Niger) et Thomas Yayi Boni (Bénin) qui ont

adopté le samedi 17 mai à l'issue du [Sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=6&cad=rja&uact=8&ved=0CEYQFjAF&url=http%3A%2F%2Fwww.elysee.fr%2Fdeclarations%2Farticle%2Fconclusions-du-sommet-de-paris-pour-la-securite-au-nigeria%2F&ei=NP15U4COLuSr0gWNrYHwDQ&usg=AFQjCNFWk9WR_Wm7MXNC-QIzNWTgAgluQQ&bvm=bv.66917471,d.d2k), un plan d'action régional pour lutter contre Boko Haram, qui prévoit la coordination du renseignement, l'échange d'informations, le pilotage central des moyens, la surveillance des frontières, une présence militaire autour du lac Tchad et une capacité d'intervention en cas de danger.

Le ROFAF exhorte la communauté internationale, en particulier l'Union Africaine et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à conjuguer leurs efforts avec ceux du gouvernement nigérian pour la libération inconditionnelle des lycéennes saines et sauvées.

Le ROFAF demande instamment aux autorités nigérianes de :

- faire tout ce qui est en son pouvoir pour ramener les filles à leurs familles ;
- mettre en place un mécanisme d'assistance psychologique aux familles ;
- sécuriser les écoles et tout lieu d'enseignement dans tout le pays et prioritairement dans le nord-est où les enlèvements sont devenus courants afin de stabiliser la fréquentation scolaire ;
- prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité des élèves et des enseignants et rassurer les parents et les communautés ;
- renforcer le soutien au sein de l'état d'urgence à travers l'accroissement des services humanitaires ;
- Créer et/ou rendre fonctionnel les mécanismes existants pour surveiller, signaler et répondre de façon significative aux violations dans le nord-est ;
- mettre fin à l'impunité des auteurs des violations.

Contexte

Boko Haram, qui signifie littéralement en langue haoussa « l'éducation occidentale est un péché », est un groupe islamiste et terroriste armé basé dans le nord-est du Nigeria d'où il opère pour déstabiliser les pays de la sous région en frappant tout ce qu'il considère comme anti-islamique comme les écoles, en particulier l'éducation des filles. De janvier à juillet 2013, plus de 50 écoles auraient été attaquées au Nigeria par cette secte.

Une recherche effectuée par

Watchlist sur les enfants dans les conflits armés rend compte d'abus répétés commis contre les femmes et les enfants par Boko Haram. Il s'agit de rapt de jeunes filles et de femmes durant les attaques perpétrées contre les villages, dans les moyens de transport et dans les écoles. Les jeunes garçons sont également vulnérables car ils sont la cible d'assassinats ou sont recrutés de force dans le groupe. Les témoignages des rescapées ont révélé que les filles capturées sont obligées de se convertir à l'islam et d'épouser des membres du groupe ou affronter la mort ; certains indiquent que les filles sont violées par d'autres hommes du camp, d'autres rapportent que des femmes sont forcées à participer aux attaques, à porter les munitions et à attaquer des hôpitaux, et même à tuer.

Créé le 28 juillet 2006, le Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone (ROFAF) compte à ce jour plus d'une centaine d'organisations membres basées au Togo, en République Démocratique du Congo, République du Congo, au Niger, au Mali, en Guinée, en Cote d'Ivoire, au Cameroun, au Burundi, au Burkina Faso et au Bénin.

Pour nous joindre écrire à: rofaf@rofaf.org ou visiter www.rofaf.org

Télécharger la version PDF de la Déclaration du ROFAF sur les jeunes filles enlevées au Nigéria